

Composition de culture générale : Les réseaux d'information favorisent-ils l'exercice de la démocratie ?

« Avant l'apparition des médias, il y avait une limite physique à l'espace que pouvait occuper une personne toute seule ». Cette phrase humoristique de l'artiste Andy Warhol, connu pour sa définition du fameux « quart d'heure de gloire » auquel chacun de nous aspire, illustre bien le poids et l'influence que les médias, et plus largement les réseaux d'information, ont pris dans notre société.

Un réseau peut être défini comme une toile, une interconnection d'acteurs autour d'enjeux communs. Le réseau peut lier des personnes ou des lieux. Il peut être professionnel, amical ou d'influence. Un réseau d'information a donc pour but l'information de ses membres qui sont ainsi tenus au fait de l'actualité, qu'elle soit politique, économique ou encore culturelle. Ces réseaux d'information ayant connu une véritable révolution avec l'avènement de l'Internet, réseau majeur et dominant.

La démocratie, étymologiquement « le pouvoir du peuple », correspond au « pouvoir du peuple, pour le peuple et par le peuple ». Née en Grèce, la démocratie a été instaurée en France suivant l'Esprit des Lumières prônant la mise en œuvre d'une société libertaire, égalitaire et fraternelle. La démocratie s'oppose ainsi à la monarchie (pouvoir d'un seul) et à l'oligarchie (pouvoir de quelques uns).

Les réseaux d'information sont aujourd'hui partie prenante de notre société. Se demander s'ils favorisent l'exercice de la démocratie suppose donc une influence intrinsèque des uns sur l'autre.

Dès lors, quels sont exactement les liens qui existent entre les réseaux d'information et le fonctionnement de la démocratie et comment s'influencent-ils l'un l'autre ?

En effet, les réseaux d'information sont aujourd'hui incontournables dans l'exercice de la démocratie (I). Cette influence, si elle renforce la démocratie en créant les conditions de son épanouissement, nécessite tout de même la mise en place de certains garde-fous et une vigilance active (II).

Dans un contexte mondialisé ultrarapide et interconnecté, les réseaux d'information ont pris une part incontournable dans l'exercice du pouvoir des peuples comme de leurs représentants.

Les réseaux d'information ont toujours existé. Qu'il s'agisse de réseaux de pensée telle que la franc-maçonnerie, de réseaux d'entraide comme le Rotary ou le Lions Club ou encore de réseaux de cooptation des grandes écoles et de réseaux professionnels comme la mise en réseau des bibliothèques universitaires dès 1998, les réseaux et leur capacité d'information modèlent notre société. Concernant l'information, l'actualité à proprement parler, là aussi les réseaux et canaux ont évolué vers toujours plus d'interconnection et de réactivité passant de la presse écrite, à la radio puis à la télévision. Pour aujourd'hui arriver aux chaînes d'information en continu mais aussi au temps réel qu'offre l'Internet et le développement des réseaux sociaux tels que twitter ou Facebook. Armés de nos différents écrans, nos smartphones et nos tablettes, chacun de nous est désormais un journaliste en puissance capable de relayer une information en temps réel.

La mondialisation fait à présent partie de notre quotidien. Dans un monde où l'on passe en trois heures de la forêt équatoriale à la plus grande mégalopole, où une information, une photo ou une vidéo peut faire plusieurs fois le tour du globe en quelques minutes à peine, la mise en réseaux semble incontournable. Comme le remarquait déjà Alexis de Tocqueville dans son ouvrage « De la démocratie en Amérique », la mise en réseau est vectrice de force et de pouvoir. Il incitait ainsi l'Europe à s'unir au sein d'un réseau, d'une confédération d'Etats, afin de faire face aux Etats-Unis d'Amérique en leur opposant les Etats-Unis d'Europe. Cette idée de réseau d'information, d'entraide et d'influence a également été développée par le philosophe Emmanuel Kant dans son « Projet de paix perpétuelle ». Pour lui seule la mise en réseau des Etats peut assurer la paix sur le long terme. Cette mise en réseau, notamment de l'information, est aujourd'hui inévitable. Comme nous le dit le sociologue américain Manuel Castells « il est impossible d'échapper à ce monde en réseaux pour quiconque veut vivre en société. »

Information et démocratie ont en effet besoin l'une de l'autre. Qui détient l'information détient le pouvoir, à l'image des crédits financiers importants consacrés aux services de renseignement par les différentes démocraties de par le monde. L'exemple du débarquement anglais en Normandie durant la deuxième guerre mondiale est ainsi représentatif du pouvoir de l'information. Ce dernier n'ayant été rendu possible que grâce aux prodiges du service de renseignement anglais ayant fait croire aux Allemands qu'un débarquement mené par Lord Byron était imminent au Pas de Calais, détournant les troupes allemandes des côtes normandes. Les liens entre le pouvoir et l'information sont ainsi ténus. Si la bonne information des citoyens est garante de démocratie, la désinformation

peut quant à elle servir la tyrannie. A l'instar des campagnes de propagande menées dans l'histoire par des régimes totalitaires tels que le III<sup>ème</sup> Reich d'Hitler ou l'URSS de Staline.

Les réseaux d'information, lorsqu'ils sont libres, rendent donc le pouvoir au peuple. Les médias étant considérés comme le « 4<sup>ème</sup> pouvoir », au-delà des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire traditionnels. Même si, force est de constater que depuis la fin des années 1980, l'information a supplanté l'analyse. Les réseaux d'information, notamment médiatiques, s'étant lancés dans une course au scoop effrénée, que l'on qualifie aujourd'hui de « buzz ». Ces buzz, ces polémiques, souvent montés en épingle par les réseaux d'information pour s'assurer d'une audience importante, disparaissent aussi vite qu'ils sont nés. La figure de l'intellectuel tel Jean-Paul Sartre ou Raymond Aron a aujourd'hui été remplacée par celle de l'universitaire ou de l'expert, donnant plus volontiers une information brute qu'une analyse globale et réfléchie. Cette tendance des réseaux d'information médiatiques étant contre-balançée par le développement d'autres réseaux d'information, tels que les réseaux sociaux ou les groupements citoyens, certes moins présents dans la sphère médiatique mais tout aussi puissants (voire plus) en termes de diffusion de l'information.

Cette omniprésence des réseaux d'information dans l'exercice du pouvoir contribue ainsi à renforcer la démocratie même si elle requiert une vigilance active.

Les réseaux d'information nourrissent et renforcent la démocratie mais nécessitent une vigilance active afin d'éviter la mise en œuvre d'une société de l'information élitiste et inégalitaire.

Le développement des réseaux d'information permet le développement d'une certaine forme de démocratie participative. Les citoyens sont demandeurs d'une plus grande information quant à l'utilisation de leurs impôts, le devenir de leur quartier, l'éducation donnée à leurs enfants par l'école. Ce processus de concertation (enquêtes publiques, comités de quartiers) étant grandement induit par l'omniprésence de l'information dans tous les domaines de nos vies. Cette volonté d'information poussant les élus, représentants du peuple, à « rendre des comptes » sur la composition de leur patrimoine ou leur utilisation de l'argent public par exemple. Le citoyen étant mieux informé, la démocratie est donc renforcée. Comme l'ont montré les récentes révélations du site internet Wikileaks sur le programme d'écoute des Etats-Unis. Ce site internet pronant un esprit participatif et universel, pas si éloigné de l'esprit de l'Encyclopédie voulue par Denis Diderot. Mais la démocratie profite aussi de la meilleure information des dirigeants qui sont tenus informés directement sur la volonté de leurs administrés par sondages ou directement sur leur page facebook ou leur compte twitter.

Ces nouvelles formes d'information créant de nouvelles façons d'exercer la démocratie. La part jouée par les réseaux sociaux lors des révolutions arabes ou ukrainienne est ainsi indéniable. Cette immédiateté et cette facilité d'accès à l'information, aussi bien celle que l'on donne, induisent des comportements et des modes d'action citoyenne nouveaux. A l'image des actions des Anonymous, défilant sous le masque de Guy Fawkes connu pour son implication dans la nuit des poudres, ou encore du mouvement des Indignés ayant choisi l'ouvrage « Indignez-vous » de Stéphane Hessel comme manifeste. Un français sur cinq est aujourd'hui impliqué dans une association, cette mise en réseau étant garante d'une démocratie ravivée dans laquelle le peuple prend son destin en main. Les lobbies, ces réseaux d'information qui ne communiquent que sur une thématique précise, prennent eux aussi de plus en plus d'importance. C'est par exemple la mobilisation d'associations de parents à travers les différents réseaux d'information existants qui a permis de mettre fin à la fabrication de biberons à base de bisphénol à l'échelle européenne. Le développement de nouveaux réseaux d'information indépendants, tel que le site internet Media Part dirigé par le journaliste Edwy Plenel agit ainsi en faveur de plus de démocratie puisqu'étant financé à 100% par ses lecteurs, ce journal peut se permettre de révéler des scandales politiques ou financiers importants sans crainte de représailles (du moins financières).

Même s'ils favorisent l'exercice de la démocratie en créant les conditions de son épanouissement, les réseaux d'information nécessitent la mise en œuvre de certains garde-fous et une vigilance active afin d'éviter qu'un certain élitisme ne se mette en place. Ce risque étant important lorsque l'influence de la sphère économique devient trop grande sur celle de l'information. Faisant référence à Paul Nizan lorsqu'il s'attaquait aux clercs de son époque, les auteurs du documentaire « Les nouveaux chiens de garde » mettent ainsi en lumière les liens très serrés qui unissent le monde économique et les médias. Sortant souvent des mêmes écoles et fréquentant en grande majorité le Club du Siècle le premier mercredi de chaque mois, les acteurs de ces réseaux (grands patrons, journalistes, éditorialistes) apparaissent ainsi très liés. D'autant que la grande majorité des organes de

presse écrite, radio ou télévisuelle sont aujourd'hui détenus par de grands groupes comme Lagardère (Europe 1).

Le danger de cette trop grande proximité étant l'avènement d'une pensée unique, ce que le philosophe Alain Finkielkraut définit comme « la défaite de la pensée ». Cet élitisme de certains réseaux d'information pouvant conduire à une rupture avec le peuple.

A l'instar du référendum sur l'Europe de 2005 à l'occasion duquel 90% des éditorialistes prônaient voire prédisaient un oui massif, là où les français ont voté à plus de 60% contre ce référendum. Poussant les réseaux d'information, et notamment la presse, à se remettre en question face à un tel écart entre eux et le peuple. Cet élitisme pouvant conduire à ce que Christophe Guilluy appelle un accroissement des inégalités, qui favorise le repli communautaire, comme il l'explique dans son ouvrage « Fractures françaises ». Ce communautarisme étant souvent une atteinte au principe de laïcité républicaine, fondement de notre démocratie, d'autant plus lorsqu'il favorise le vote extrême. Comme le montrait déjà Benjamin Barber dans son livre « Jihad versus Mc World » en 2000, les dangers d'une mondialisation à tout crin diffusant une information souvent unifiée résident dans un repli sur soi qui va à l'encontre de l'idéal démocratique.

Par ailleurs, le développement des réseaux d'information et l'interconnexion dont ils sont porteurs peut nuire à la liberté des citoyens et donc à la démocratie en favorisant un certain « fichage » de leurs membres. A l'image des informations postées sur Facebook qui deviennent la propriété de la multinationale américaine. Les réseaux d'information deviennent alors un grand « panopticon », structure pénitentiaire virtuelle, sur le modèle de celle décrite par Michel Foucault dans « Surveiller et punir », où le fait de se savoir surveiller suffit à contrôler les esprits. Allant une fois encore à l'encontre du principe démocratique de liberté.

En définitive, dans le contexte mondialisé ultra rapide et interconnecté dans lequel nous évoluons, les réseaux d'information, bien qu'ayant toujours existé, sont aujourd'hui eux-mêmes mondialisés, ultra rapides et donc incontournables dans l'exercice de la démocratie.

Information et démocratie ayant besoin l'une de l'autre, elles se nourrissent et se renforcent mutuellement. Les nouvelles formes de réseaux d'information créant de nouvelles formes d'exercice de la démocratie.

Néanmoins, ces liens ténus requièrent la mise en œuvre de certains garde-fous et une vigilance active afin d'empêcher l'établissement d'une société de l'information élitiste et inégalitaire, vectrice de tensions et de divisions, d'autant plus exacerbées par le contexte de crise économique que nous connaissons actuellement.